

## INTERVIEW

COOPÉRATION

# Réorientations

Entretien : Luc Caregari

**L'aspect de la coopération internationale n'est pas au premier rang quand il s'agit d'évoquer les suites de la pandémie. Pourtant, l'aide au développement est aussi touchée par la crise - nous en avons parlé avec le ministre de la Coopération Franz Fayot.**

**woxx :** *Comment envisagez-vous l'avenir de la politique de coopération dans le contexte de la crise économique qui vient ?*

**Franz Fayot :** La première chose importante est que nous sommes toujours dans le contexte d'une pandémie. Nous avons, dans un premier temps, réorienté des fonds de la coopération pour combattre les conséquences de la Covid-19 dans nos pays partenaires. Dans le cadre des aides multilatérales, nous avons répondu à un certain nombre d'appels, notamment celui du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : nous avons participé à hauteur de deux millions d'euros. Et naturellement, nous avons aussi aidé l'Organisation mondiale de la Santé - où nous sommes déjà partenaires à hauteur de 7,15 millions d'euros par an - par un don de 400.000 euros pour combattre la Covid. Tout comme nous avons donné 3,5 millions à l'UN Global Humanitarian Response Plan. Dans nos relations bilatérales également, nous avons réorienté des

fonds pour aider nos partenaires à mieux réagir face à la pandémie. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, nous avons mobilisé 200.000 euros au Niger pour le ministère de l'Action humanitaire, qui a mis au point un plan de prévention et de sensibilisation. Nos actions se sont donc jusqu'ici concentrées sur l'aide immédiate à nos pays partenaires. Il est évident que si la situation chez nous est relativement critique, elle devient vite très dramatique là-bas. Nous voyons beaucoup de contextes multirisques : crise sanitaire maintenant, mais s'y ajoutent des problèmes de sécurité et nutritionnels.

**Au-delà de l'aide immédiate, quelles sont les perspectives pour la coopération ?**

Les priorités d'avant la crise resteront les mêmes après. Nous avons axé, d'un côté, nos actions de coopération au développement sur la lutte contre la pauvreté extrême ; de l'autre, nous poursuivons de manière générale les Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD). Dans beaucoup de pays, nous sommes concentrés sur l'amélioration des systèmes de santé et d'éducation, ainsi que sur la formation, l'emploi et l'employabilité. Je pense qu'il est clair que nos actions devront s'adapter au contexte post-Covid - tant en ce qui concerne nos pays partenaires que

dans nos implications multilatérales. Le contexte européen a aussi son rôle à jouer : l'approche du Team Europe, où les différents pays se coordonnent dans leurs politiques - le Green Deal et le Digital Development -, avec un focus sur l'Afrique est importante pour nous.

**« Nous n'échappons pas complètement à la conjoncture économique. »**

**Y aura-t-il des restrictions budgétaires pour la coopération à l'avenir ?**

De manière générale, la politique de coopération n'est pas mise en cause - cela vaut aussi pour le budget. Bien sûr, certains domaines devront être réorientés et des priorités devront être réarrangées.

**Donc pas de coupes dans le courant de cette année ?**

Le un pour cent du revenu national brut (RNB), qui est le benchmark auquel nous tenons, sera maintenu. Mais naturellement, vu la baisse prévisible du RNB, le un pour cent ne sera plus à la même hauteur que les années précédentes. C'est pourquoi les fonds disponibles sont temporaire-

ment à la baisse déjà en 2020. Nous n'échappons pas complètement à la conjoncture économique. Pourtant, le fait qu'un certain nombre de projets dans nos pays partenaires tournent au ralenti à cause de la pandémie nous aide. Beaucoup de projets ont été retardés dans le contexte actuel. Je le répète : notre accent principal dans un premier temps a été de trouver une riposte à la Covid-19. À cause de l'arrêt ou du déploiement réduit de certains projets, nous allons tout de même arriver à respecter nos engagements, même avec une enveloppe réduite. Une enveloppe qui sera évidemment à la hausse l'année prochaine, grâce à la reprise économique qui va aussi enfler le un pour cent du RNB - sauf si la situation s'aggrave. Mais a priori, les projets qui sont restés momentanément sur le carreau pourront reprendre dès l'année prochaine.

**Les projets de longue durée mis en place par des ONG luxembourgeoises resteront donc en place ?**

Nous avons maintenu tous les engagements écrits et signés cette année. Ils seront donc respectés, ce qui n'est pas rien dans le contexte actuel. Mais la baisse mécanique de notre budget - à cause de sa dépendance au RNB en baisse - et le fait qu'une partie des paiements ont déjà été effectués au cours de la première moitié de l'année ont pour conséquence que nous

©MAEE



Le ministre de la Coopération, Franz Fayot, lors d'une visite au Cap-Vert en février de cette année.

ne pourrons pas prendre de nouveaux engagements cette année.

## « Nous ne pourrons pas prendre de nouveaux engagements cette année. »

***Vous chapeautez aussi le ministère de l'Économie. Y a-t-il des choses que le ministre de l'Économie pourrait (devrait) faire et que le ministre de la Coopération pourrait regretter ?***

Je vois une série d'interactions mutuelles où un domaine peut renforcer l'autre. Les rapports de l'ONU, de l'OCDE ou de la Banque mondiale montrent que les ODD ne peuvent pas être atteints sans l'implication du secteur privé. Bien sûr, nous conservons les principes traditionnels de notre politique de coopération, en particulier le principe des aides non liées. Mais il est évident que des interactions existent déjà maintenant.

Par exemple dans le secteur digital, avec l'initiative Digital for Development, où nous utilisons l'aide au développement pour renforcer la cybersécurité et le respect de la vie privée dans nos pays partenaires. À côté, il y a aussi le 'Business Partnership Facility' (BPF), à travers lesquelles nous accordons des aides à des entreprises. Quand on voit que l'aide au développement mondiale est de 152,8 milliards de dollars pour l'année 2019, alors que les besoins de financement sont estimés entre 2.000 et 4.000 milliards de dollars, je pense que miser sur le secteur privé est indispensable. Ce qui ne met pas en cause nos principes et nos lignes directrices. Mais je vois aussi l'aspect de la cohérence des politiques : ce qui se passe dans la coopération influence aussi mes actions en tant que ministre de l'Économie. Je vois les impératifs des ODD, et leurs 'best practices' qui doivent être suivies ; cela enrichit la politique économique.

**Concernant le BPF : l'Initiative pour un devoir de vigilance vient de pu-**

**blier un document dans lequel elle demande, entre autres, que le respect des droits humains ne soit pas uniquement considéré comme un « avantage » dans ces partenariats, mais une condition d'accès. Qu'en pensez-vous ?**

J'ai eu une entrevue avec la plateforme des ONG à l'origine de l'Initiative pour un devoir de vigilance la semaine dernière. Je suis très sensible à cette thématique. Je pense que nous devons en arriver à des entreprises qui respectent les droits humains à chaque échelon de leur chaîne de valeur. C'est aussi un domaine qui bouge beaucoup en ce moment. Une directive européenne est en train d'être mise sur les rails pour le début de l'année prochaine. Nous venons de présenter notre deuxième plan d'action, où nous analysons l'opportunité de légiférer. Pour moi, une approche européenne en cette matière est meilleure, car elle promet plus de cohérence. Pour le BPF, j'aimerais rappeler que nous venons de renforcer ce volet : même aujourd'hui, le

respect des principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits humains constituent un critère d'évaluation de la sélection 2020 du BPF. Donc, les entreprises cofinancées doivent s'engager sur l'honneur au respect de ceux-ci. C'est une approche qu'on pourrait renforcer en rendant obligatoire la signature d'un pacte national.

**Une signature sur l'honneur implique-t-elle des sanctions en cas de non-respect constaté des droits humains ?**

C'est le nœud du problème : en ce moment, tout est à l'état de 'soft law'. Dans d'autres secteurs, comme la finance et les banques, il y a des obligations de reporting sur le respect des droits humains. Il est clair qu'il s'agit d'opérer une transition depuis une 'soft law', une démarche sur l'honneur, vers des textes plus contraignants. On n'y est pas encore, mais je reste optimiste sur le fait qu'on y arrivera un jour.

